

Pacte migratoire de l'ONU : la suédoise toujours embourbée

GOUVERNEMENT

Toujours pas d'accord gouvernemental sur le pacte de l'ONU sur les migrations : un kern jeudi en fin d'après-midi et un Conseil des ministres vendredi matin n'ont pas apporté de réponse finale. On sait que la N-VA craint que la signature de ce pacte contraigne la Belgique à aménager sa politique migratoire à la baisse, à revoir sa législation en la matière et, *in fine*, favorise la migration illégale. « *Il y a beaucoup de "fake news" qui sont lancées* », a déclaré le vice-Premier CD&V Kris Peeters, vendredi matin, à l'entrée du Conseil des ministres. « *La N-VA a souvent une lecture des textes qui n'est absolument pas correcte* », a renchéri le vice-Premier VLD, Alexander De Croo.

Les nationalistes ont en effet une lecture de ce pacte de la migration, estimant que la Belgique devra se montrer plus conciliante qu'aujourd'hui en termes d'immigration. Et ses trois alliés du gouvernement (MR, CD&V, VLD) ont une autre lecture. Résultat ? Pour l'heure, la suédoise s'applique à éclaircir la question juridique de l'interprétation de ce pacte (contraignant ou non, comment comprendre certaines ses dispositions, sur l'enfermement des enfants ou le regroupement familial...). Et il examine sa dimension politique, en contact avec d'autres Etats. Pour l'heure, nous dit-on, seul un tiers des pays euro-

péens ont confirmé qu'ils signeraient le pacte ; une analyse du texte est en cours dans d'autres pays, comme les Pays-Bas, le Danemark ou l'Allemagne, sans toutefois que ceux-ci n'évoquent un refus de signature (seules la Hongrie et l'Autriche refusent actuellement). « *Le débat n'est donc pas que belge* », argumente-t-on au sein du gouvernement pour justifier la prise de temps. « *Même si la plupart des pays européens évoluent vers le vote.* »

« Explication de vote »

In fine, croient les partenaires de la N-VA, on devrait en arriver au vote du texte par la Belgique. Charles Michel ne l'avait-il pas promis à la tribune de l'ONU en septembre ? Mais la suédoise pourrait adopter « *une explication de vote* », précisant quelques points. Histoire de contenter tout le monde. Cela prendra encore un peu de temps. Mais le gouvernement Michel s'en donne, jusqu'à la signature finale dans quelques semaines. Un bémol, quand même : il s'en trouve pour estimer, au sein de la suédoise, que la N-VA pourrait se radicaliser sur ce thème, et que le risque de crise(tte) n'est pas écarté. En attendant, la N-VA est pointée du doigt par ses partenaires. Sur le mode : « *Ce n'est que de la communication, pas du contenu. Un comportement électoraliste, comme toujours.* » Ou encore : « *Reste à savoir ce qu'elle veut obtenir en échange cette fois-ci...* » ■

MARTINE DUBUISSON